



## CAHIER DES CHARGES

### APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT : TERRITOIRE D'INNOVATION DE NOUVELLE CALÉDONIE

*« Faire de la préservation de l'environnement et de la valorisation de la biodiversité un nouveau moteur de croissance »*

Lancement de l'appel à manifestation d'intérêt : 25 juillet 2025

Date limite de dépôt des candidatures : 15 septembre 2025

## Table des matières

<b>1. CONTEXTE.....</b>	<b>3</b>
<b>2. AMBITION DU PROJET PORTÉ PAR LA NOUVELLE-CALÉDONIE .....</b>	<b>3</b>
<b>3. OBJECTIFS DE L'APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT .....</b>	<b>3</b>
<b>4. NATURE DES PROJETS ATTENDUS .....</b>	<b>4</b>
4.1. APPORTER UNE RÉPONSE À L'AMBITION GLOBALE.....	4
4.2. QUALIFICATION DE L'INNOVATION.....	4
4.3. CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉS .....	4
<b>5. PROCESSUS DE SÉLECTION ET DE CONVENTIONNEMENT DES PROJETS.....</b>	<b>5</b>
<b>6. DISPOSITIONS FINANCIÈRES.....</b>	<b>5</b>
6.1. ENCADREMENT COMMUNAUTAIRE .....	6
6.2. ÉLIGIBILITÉ DES DÉPENSES.....	6
6.3. TAUX D'INTERVENTION .....	6
6.4. VERSEMENT DES SUBVENTIONS AUX PORTEURS D'ACTION .....	6
<b>7. ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE.....</b>	<b>6</b>
<b>8. CONFIDENTIALITÉ .....</b>	<b>7</b>
<b>9. SOUMISSION DES CANDIDATURES .....</b>	<b>7</b>
<b>10. ANNEXES .....</b>	<b>8</b>
10.1 ANNEXE 1 : GLOSSAIRE.....	8
10.2 ANNEXE 2 : ENCADREMENT COMMUNAUTAIRE .....	10
10.3 LISTE DES ANNEXES JOINTES .....	11

## 1. Contexte

Le présent Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) s'inscrit dans le cadre de la convention France2030 signée entre la Caisse des Dépôts & Consignations et le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie le 8 mai 2020, suite à la sélection de la candidature du territoire à l'appel à projet (AAP) « Territoires d'innovation » lancé en 2019.

Cet AAP avait pour vocation d'identifier, de sélectionner et d'accompagner des projets portant la stratégie ambitieuse de transformation de territoires, de leurs acteurs publics et privés, et de leur population afin de répondre concrètement et, dans un souci de développement économique, aux enjeux des transitions énergétique et écologique, numérique, démographique et sociale.

Parce qu'il est aujourd'hui essentiel de transformer nos modèles de développement vers des pratiques plus durables et responsables, d'autant plus dans les territoires insulaires exposés à des défis communs liés au changement climatique, le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie – véritable paradis bleu et territoire d'expérimentation unique par sa dimension maritime et son patrimoine naturel incomparable – a proposé un projet portant l'ambition de faire de la préservation de l'environnement et de la valorisation de la biodiversité un nouveau moteur de croissance.

## 2. Ambition du projet porté par la Nouvelle-Calédonie

Le projet s'appuie sur l'innovation du territoire et l'accompagnement d'acteurs publics et privés engagés pour un futur plus durable pour la Nouvelle-Calédonie à travers des actions fortes en faveur de la préservation et valorisation de la biodiversité et du développement de l'économie bleue.

A travers ce projet, le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie souhaite appuyer cet écosystème d'acteurs et lui donner les ressources de son développement afin de faciliter la conception et la réalisation d'actions innovantes et collaboratives et engager la transformation du modèle de développement du territoire.

La préservation et la valorisation de cette biodiversité ont été inscrites en 2016 dans le schéma d'aménagement et de développement de la Nouvelle-Calédonie visant notamment à faire du territoire un « éco-territoire » en ciblant notamment le développement de **filières stratégiques autour du capital naturel et de l'économie bleue**.

Aujourd'hui, le projet Territoire d'Innovation de Nouvelle-Calédonie (TI-NC) réunit 19 porteurs d'actions engagés et accompagnés sur le long terme, parmi lesquels on compte des acteurs publics, des entreprises, des start-ups et des associations.

## 3. Objectifs de l'appel à manifestation d'intérêt

Lancé en 2020, le projet entre en 2025 dans une nouvelle phase de soutien à des actions innovantes. Les candidats sont invités à proposer des actions en cohérence avec l'ambition décrite au chapitre 2 et conformes aux critères d'éligibilité exposés au chapitre 4.3.

Le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie se réserve par ailleurs la possibilité d'orienter certains porteurs vers d'autres dispositifs de financement plus adaptés à la nature de leur projet.

## 4. Nature des projets attendus

### 4.1. Apporter une réponse à l'ambition globale

L'ambition globale du projet TI-NC est de faire de la préservation de l'environnement et de la valorisation de la biodiversité un nouveau moteur de croissance.

Pour y parvenir, sont attendus :

- **des actions qui proposent des solutions innovantes sur :**
  - L'amélioration de la résilience du territoire dans un contexte insulaire et de changement climatique
  - La valorisation et l'exploitation durable du capital naturel
  - La transition écologique, le développement durable et l'adaptation au changement climatique

Les actions pourront être du type activités de pilotage, d'observation, de gestion de ce capital naturel ; le développement de nouvelles filières et de solutions de valorisation de ce capital naturel et participant à sa préservation, ou permettant d'améliorer les filières existantes ; de développement d'actions et de filières d'économie circulaire, de développement durable, de transition écologique ; le soutien au développement à l'amélioration et la protection des services écosystémiques.

- **ou des projets qui permettent de fédérer et faire adhérer les populations à l'ambition globale**, au travers d'actions de sensibilisation, de communication d'implication des usagers dans les expérimentations ou encore au travers de la culture ; pour les faire devenir acteur de cette transition.

### 4.2. Qualification de l'innovation

Il est attendu des actions proposées un haut degré d'innovation qui devra être qualifiée dans sa nature et son niveau. A titre d'exemple, le niveau d'innovation technologique peut être objectivé par référence à la classification internationale du Technology Readiness Level (TRL). Les innovations proposées doivent embrasser une acception large et globale : innovation technique et technologique, modèle économique, gouvernance, information et communication, nouvelles formes d'usages et services, d'interaction sociales et de coopérations.

### 4.3. Critères d'éligibilités

La sélection des actions est conduite notamment sur le fondement des critères suivants, appréciés au regard de l'ambition à atteindre et des enjeux présentés dans le point 4.1.

- **Maturité du projet :** les actions proposées doivent avoir dépassé le stade de l'idée et réalisé une première preuve de concept. Les principaux verrous réglementaires et juridiques doivent être levés. L'action doit être prête à démarrer au plus tard dans les 3 mois suivant la sélection.
- **Type de structure :** les opérateurs économiques ou non économiques sont éligibles à cet appel à manifestation d'intérêt.
- **Impacts et bénéfices :** l'action doit avoir des effets positifs quantifiables pour répondre à l'ambition, notamment économiques. Elle doit avoir des ambitions d'export ou de

réplicabilité pour son caractère exemplaire. Enfin l'action doit montrer sa viabilité économique, sans subventions à terme.

- Caractère innovant : l'action doit présenter un caractère innovant précisé dans le point 4.2

Enfin, seront privilégiées dans l'examen des candidatures :

- les actions portées par des opérateurs privés et présentant un impact significatif dans l'atteinte des ambitions avec un potentiel de levier de croissance important ;
- les actions qui permettent de faire adhérer les populations à l'ambition ;
- les actions de grande ambition, dont le montant total dépasse 50 000 000 CFP.

## 5. Processus de sélection et de conventionnement des projets

À la clôture de l'appel à manifestation d'intérêt, l'instruction des projets se déroulera en deux temps :

- Une première sélection sera opérée sur dossier, au regard des critères d'éligibilité exposés au point 4.3 et des attendus stratégiques définis au point 4.1.
- Les projets présélectionnés seront ensuite présentés au comité de pilotage TI-NC, composé de représentants du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, avec la possibilité d'y associer des experts sectoriels. Les porteurs pourront être convoqués pour une audition, si le comité l'estime nécessaire, afin de préciser certains aspects techniques, économiques ou stratégiques de leur projet.

À l'issue de cette instruction, les projets retenus seront présentés lors du comité de suivi national du programme Territoires d'Innovation, composé de la Banque des Territoires (opérateur du programme), de représentants de l'État et du Secrétariat général pour l'investissement (SGPI).

Les actions validées par le comité de suivi feront l'objet d'une convention de financement entre le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et la structure porteuse. Celle-ci intégrera le consortium TI-NC et devra signer l'accord de consortium.

Le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie pourra, à tout moment du processus de sélection, solliciter des compléments d'information auprès des porteurs afin de garantir la bonne compréhension du projet, notamment sur les aspects économiques, financiers, techniques ou de gouvernance.

## 6. Dispositions financières

Le présent appel à manifestation d'intérêt pourra donner lieu à une enveloppe en subvention. Cette enveloppe a vocation à cofinancer des prestations ainsi que des actions qui ne peuvent faire l'objet d'un modèle économique rentable au démarrage<sup>1</sup>.

Les candidats doivent présenter leur besoin en détaillant les sources de co-financement déjà acquis (fonds propres, prêt bancaire, investissement privé, etc.) qui permettront de soutenir l'ensemble des opérations nécessaires à la réalisation du projet.

---

<sup>1</sup> L'ensemble des dépenses éligibles à un cofinancement en subvention sont décrites dans l'annexe 3 – Règlement Général et Financier.

### 6.1. Encadrement communautaire

L'ensemble des subventions versées aux différents partenaires, dès lors qu'elles sont considérées comme des Aides d'Etat, respecteront les règles européennes applicables à la catégorie d'Aide d'Etat appropriée<sup>2</sup>.

### 6.2. Éligibilité des dépenses

Pour chaque action, un plan de financement distinguant les dépenses et ressources propres à celle-ci est présenté et les dépenses financées par France2030 doivent être clairement identifiées.

L'ensemble des coûts permettant la réalisation des actions doit être présenté, y compris les dépenses classées comme non éligibles et non détaillées dans le Règlement Général et Financier (RGF). Le détail des dépenses éligibles est présenté dans le RGF et joint au dossier de consultation. Seules les dépenses non engagées juridiquement ou comptablement à la date de la signature de la convention de financement entre le porteur d'action et le gouvernement peuvent être retenues dans l'assiette éligible des dépenses du Projet.

### 6.3. Taux d'intervention

Sous réserve de l'application de règles plus restrictives spécifiques à certaines catégories d'Aides d'Etat, l'aide peut couvrir jusqu'à **50% des dépenses définies comme éligibles** au titre du présent appel à manifestation d'intérêt. Le taux d'intervention peut être modulé en fonction des caractéristiques et de l'état d'avancement de l'action, du niveau de risque et du profil du porteur.

Pour chaque action, le Porteur du Projet devra avoir **sécurisé les contreparties financières** nécessaires à la réalisation du programme de dépenses présenté au financement. Le cas échéant, il sera attendu des preuves d'engagement des partenaires financiers (banque, investisseur privé, autre). En cas de co-financement des dépenses sur Fonds Propres, le Porteur devra démontrer sa capacité à les mobiliser sur la durée de réalisation de l'Action.

### 6.4. Versement des subventions aux porteurs d'action

Les modalités de versement des subventions se trouvent détaillées dans le RGF joint au présent AMI et annexé à la convention de versement qui sera établie avec le porteur d'action si l'aide est obtenue.

## 7. Évaluation de la performance

L'évaluation doit être menée à chaque étape de la réalisation du projet et suivie par l'équipe opérationnelle de direction de projet. Chaque candidat devra proposer son propre processus d'évaluation, celui-ci devant permettre notamment :

- de mesurer l'atteinte des objectifs aux différents niveaux du Projet (ambition, actions) et de les réorienter le cas échéant ;
- de mesurer le respect des délais et des plans de financement ;
- de mesurer la contribution et l'impact des innovations ;
- d'évaluer leurs conditions de reproductibilité (en mesurant notamment l'acceptabilité par la population et l'implication significative des usagers) ;
- de mettre en place un processus d'amélioration continue des projets.

---

<sup>2</sup> Voir annexe 2

Un processus d'évaluation a été mis en place intégrant un certain nombre d'indicateurs communs à l'ensemble des territoires lauréats, et aux porteurs d'action au sein d'un même territoire. Chaque porteur d'action doit également proposer des indicateurs d'auto-évaluation, précisant une valeur initiale et une valeur cible à atteindre. Le porteur d'action bénéficiaire devra se conformer à ce processus et fournir les données requises.

## 8. Confidentialité

Les documents transmis dans le cadre de cet appel à projets sont soumis à la plus stricte confidentialité et ne sont communiqués que dans le cadre de l'expertise. L'ensemble des personnes ayant accès aux dossiers de candidature est tenu à la plus stricte confidentialité.

Toute opération de communication est concertée avec le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie afin de vérifier notamment le caractère diffusable des informations.

Enfin, les porteurs de projets lauréats sont tenus à une obligation de transparence et de reporting vis-à-vis du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, du SGPI et de la Caisse des dépôts jusqu'à la phase d'évaluation ex-post de l'action Territoires d'Innovation.

## 9. Soumission des candidatures

Le dossier de soumission doit être envoyé à l'adresse [ti-nc@gouv.nc](mailto:ti-nc@gouv.nc), au plus tard le **15 septembre 2025 à 23H00** (Nouméa, UTC+11).

Les candidats devront soumettre un dossier en remettant les documents suivants :

- Une fiche action subvention complétée, modèle joint (annexe 5)
- Le détail du budget, modèle joint (annexe 7)
- Un diaporama de présentation synthétique de l'action en 5 slides, modèle joint (annexe 8)

Tout autres documents que le soumissionnaire jugera utile pour l'instruction de la candidature pourront être joints en annexe.

Après la date limite de remise des candidatures, la recevabilité des dossiers sera vérifiée. Durant cette phase, les porteurs de projet candidats s'engagent à transmettre toute information ou document complémentaire jugé utile à l'instruction du projet par le comité de pilotage TI-NC.

Pour les projets faisant l'objet d'une demande d'information complémentaire, seuls les dossiers complétés au plus tard le **15 octobre 2025 à 23H00** (Nouméa, UTC+11) poursuivront le processus d'instruction.

Pour toutes demandes de renseignements sur le présent appel à manifestation d'intérêt, vous pouvez poser vos questions à [ti-nc@gouv.nc](mailto:ti-nc@gouv.nc).



## 10. Annexes

### 10.1 Annexe 1 : Glossaire

**Action** : projet proposé dans le cadre de cet Appel à Manifestation d'Intérêt et qui peut s'ajouter à l'ensemble des actions du consortium du projet Territoire d'Innovation porté par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie.

**Accord de consortium ou consortium** : le partenariat sera formalisé par le biais d'un accord de consortium. Le porteur de projet mandaté représente le consortium et assure le suivi de l'exécution opérationnelle et financière du projet. Est appelée membre du Consortium toute autre entité signataire de l'accord de consortium.

**Aide d'Etat** : lorsque l'Etat octroie un financement à une entité qui exerce une activité économique, qui avantage cette entité et affecte les échanges entre les Etats membres et la concurrence, le financement est qualifié d'aide d'Etat. Les règles européennes en matière d'aide d'Etat s'appliquent alors et encadrent l'octroi dudit financement.

**Ambition** : Objectif de transformation visé par le Projet et stratégie mise en œuvre pour l'atteindre.

#### **Capital naturel et services écosystémiques<sup>3</sup>**

L'expression « valoriser le capital naturel » (ou de « capitalisme naturel ») traduit le fait que l'économie ne dépend pas uniquement du capital financier, mais également du capital humain et du capital naturel. Cette vision plus intégrée de la gestion des systèmes pour en garantir la pérennité, correspond à la notion de développement durable tel qu'énoncée initialement dans le rapport Brundtland en 1987.

Le capital naturel recouvre la richesse liée à l'existence et à l'exploitation d'un stock de ressources naturelles : ressources fossiles non renouvelables et ressources renouvelables issues de la production des écosystèmes, sous forme de biens et services rendus par les écosystèmes.

Une étude conduite sous l'égide de l'ONU mettait en évidence quatre types de services écosystémiques : les services d'approvisionnement (ou de prélèvement qui conduisent à des biens appropriables : les aliments, l'eau, les matériaux, les bioénergies, etc.), les services de régulation (par exemple, les abeilles qui contribuent à la pollinisation ou les crues des rivières qui contribuent à la fertilisation des sols, etc.), les services culturels (bénéfices intangibles, comme la beauté des paysages, l'inspiration créative, etc.) et les services de soutien (comme le climat, la photosynthèse, etc.).

Fonds propres : désigne les prises de participation au capital de société.

**Porteur d'action** : le porteur d'action est la structure qui va proposer une action dans la cadre de cet appel à manifestation d'intérêt

**Porteur de Projet** : le porteur de projet est la personne morale, membre du Consortium, mandatée par l'ensemble des membres du Consortium qui sont les porteurs d'action. Il s'agit ici du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie. Le porteur de projet est seul signataire des conventions de subventionnement signée avec la Caisse des Dépôts. Il a la charge du reversement de la subvention aux autres membres du Consortium et en assumera la responsabilité, notamment financière et dans le respect des règles de la commande publique.

---

<sup>3</sup> Source : NC2025 - Orientations et moyens : propositions - version novembre 2013, disponible en cliquant [ici](#).



**Projet ou Projet Territoires d'Innovation** : Ensemble d'actions proposées pour permettre au Porteur de Projet de réaliser son Ambition la transformation envisagée

**RGF** : Règlement Général et Financier « Territoire d'innovation » qui s'applique à tous les territoires d'innovation porteurs de projet et aux porteurs d'action de leur consortium.

**SGPI** : Secrétariat Général pour l'Investissement

## 10.2 Annexe 2 : Encadrement communautaire

L'ensemble des subventions versées aux différents partenaires, dès lors qu'elles sont considérées comme des Aides d'Etat, respecteront les règles européennes applicables à la catégorie d'Aide d'Etat appropriée et définies dans :

- Le Règlement Général d'Exemption par Catégories (RGEC) du 17 juin 2014 tel que modifié par le règlement du 14 juin 2017 n°2017/1084 : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02014R0651-20170710&from=EN>
- Le règlement UE n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis : [http://ec.europa.eu/competition/state\\_aid/legislation/de\\_minimis\\_regulation\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/competition/state_aid/legislation/de_minimis_regulation_fr.pdf)
- Le règlement (UE) n°702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur : <https://publications.europa.eu/fr/publication-detail/-/publication/c011ecad-0102-11e4-831f01aa75ed71a1/language-fr>
- Le règlement (UE) n°1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/fr/ALL/?uri=CELEX:32013R1408> Ces règles concernant les coûts admissibles, intensités et montants maximum, notamment au regard de la taille du bénéficiaire et règles de cumul sont susceptibles de changer selon le régime mobilisé.

### 10.3 Liste des annexes jointes

- Annexe 3 : Règlement Général Financier
- Annexe 4 : Modèle\_Fiche action SUBVENTION
- Annexe 5 : Détail des dépenses\_projet en SUBVENTION
- Annexe 6 : Modèle\_diaporama présentation
- Annexe 7 : Notice de remplissage des documents